

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/ADP/N/1/VEN/1/Suppl.2

G/SCM/N/1/VEN/1/Suppl.2

4 juillet 1996

(96-2574)

**Comité des pratiques antidumping  
Comité des subventions et des  
mesures compensatoires**

Original: espagnol

## NOTIFICATION DES LOIS ET REGLEMENTATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 18.5 ET DE L'ARTICLE 32.6 DES ACCORDS

### VENEZUELA

#### Supplément

La Mission permanente du Venezuela a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 28 mai 1996.

La Mission permanente de la République du Venezuela auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales ayant leur siège à Genève présente ses compliments au Secrétariat de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et lui communique, conformément aux dispositions de l'article 16.5 de l'Accord sur la mise en oeuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 et de l'article 25.12 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, les renseignements ci-après sur l'autorité qui a compétence pour ouvrir et mener les enquêtes visées à l'article 5 et à l'article 11 desdits accords, ainsi que sur les procédures internes qui régissent l'ouverture et le déroulement de ces enquêtes.

#### 1. Autorité compétente

L'autorité qui a compétence pour mener les enquêtes concernant un dumping ou des subventions et un préjudice causé à la branche de production nationale de produits similaires est la Commission des pratiques antidumping et des subventions (CASS), organisme autonome relevant du Ministère du développement (bientôt du Ministère de l'industrie et du commerce). La Commission est habilitée, notamment, à adopter toutes les décisions relatives à l'ouverture, la suspension ou la clôture des enquêtes concernant un dumping ou des subventions; à statuer sur l'existence ou l'inexistence d'un dumping ou de subventions et sur le préjudice causé à la branche de production nationale; et à accepter les engagements (articles 27 et 33 de la Loi sur les pratiques commerciales internationales déloyales (la Loi)).

La Commission est composée d'un Président et de quatre assesseurs, ainsi que leurs suppléants respectifs. Toutes ses décisions sont prises à la majorité absolue des voix (articles 28 et 32 de la Loi). La Commission est dotée d'un Secrétariat technique, qui est son organe d'enquête et d'exécution. Les tâches du Secrétariat technique sont notamment les suivantes: recevoir les demandes d'enquête, assurer le déroulement de la procédure visant à déterminer l'existence d'un dumping ou de subventions et du préjudice causé à la branche de production nationale, coordonner les enquêtes, et élaborer et présenter à la Commission les études techniques pertinentes. Le Secrétariat technique est dirigé par le Président de la Commission.

## 2. Procédure

La procédure visant à déterminer l'existence d'un dumping ou de subventions et du préjudice causé à la branche de production nationale de produits similaires peut être engagée à la demande d'une partie intéressée (article 37 de la Loi) ou d'office (article 38 de la Loi). Dans le cas d'une enquête ouverte à la demande d'une partie intéressée, le demandeur doit satisfaire à plusieurs prescriptions concernant, par exemple, l'identification des parties, la description des produits et la présentation d'éléments de preuve attestant l'existence d'un dumping ou de subventions et du préjudice (article 39 de la Loi et articles 61, 62, 63, 64, 65 et 66 du Règlement d'application de la Loi). Dans le cas d'une enquête ouverte d'office, la Commission doit disposer d'éléments de preuve suffisants attestant l'existence du dumping ou des subventions et du préjudice causé à la branche de production nationale (article 38 de la Loi, article 5.6 de l'Accord antidumping et article 11.6 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires).

Après réception de la demande d'ouverture d'une enquête, le Secrétariat technique de la Commission dispose de cinq jours ouvrables pour décider si cette demande est conforme aux prescriptions de la Loi, du Règlement, de l'Accord antidumping et de l'Accord sur les subventions (article 40 de la Loi). Si la demande n'est pas conforme aux prescriptions, elle est renvoyée au demandeur afin que celui-ci, dans un délai de 15 jours ouvrables, remédie aux omissions ou lacunes (article 40 de la Loi). Si la demande est conforme aux prescriptions, elle est transmise à la Commission pour que celle-ci décide d'ouvrir une enquête; dans le cas de décision contraire, la demande est rejetée (articles 40 et 41 de la Loi). La Commission dispose de dix jours ouvrables pour prendre cette décision (article 41 de la Loi). Lorsque l'enquête est ouverte, la décision de la Commission doit être notifiée à toutes les parties intéressées et publiée au Journal officiel de la République du Venezuela (articles 27 et 42 de la Loi). En outre, un avis contenant un extrait de cette décision doit être publié dans deux quotidiens aux frais du demandeur (paragraphe unique de l'article 42 de la Loi). Ces formalités accomplies, la procédure d'enquête est engagée (paragraphe unique de l'article 42 de la Loi et article 69 du Règlement d'application de la Loi).

### 2.2 Déroulement de l'enquête

L'enquête commence lorsque toutes les parties intéressées ont été informées, que l'avis contenant l'extrait de la décision d'ouvrir l'enquête a été publié dans la presse nationale et que les exemplaires des publications ont été déposés auprès du Secrétariat technique (article 69 du Règlement d'application de la Loi). Ces formalités accomplies, les personnes intéressées disposent d'un délai de 60 jours ouvrables pour présenter des éléments de preuve et des observations (article 45 de la Loi). En outre, des questionnaires sont envoyés aux parties intéressées, qui doivent y répondre dans les 30 jours ouvrables, ce délai pouvant être prorogé (article 43 de la Loi et article 70 du Règlement d'application de la Loi). Par ailleurs, le Secrétariat technique conduit toutes les enquêtes nécessaires pour déterminer l'existence du dumping ou des subventions et du préjudice causé à la branche de production nationale, et il se rend au siège des entreprises faisant l'objet de l'enquête afin de vérifier les renseignements fournis et d'effectuer des enquêtes sur place. L'enquête visant à déterminer l'existence de la pratique déloyale et du préjudice ne peut pas durer plus d'un an à compter de la date de son ouverture, sauf circonstances exceptionnelles (article 51 de la Loi et article 73 du Règlement d'application de la Loi).

### 2.3 Clôture de l'enquête

Lorsque le Secrétariat technique a achevé l'enquête, il doit remettre à la Commission un rapport technique définitif pour qu'elle statue sur l'imposition de droits antidumping ou compensateurs définitifs. Après réception du rapport définitif, la Commission a 30 jours ouvrables pour adopter sa décision finale (article 51 de la Loi). Si elle décide d'imposer des droits définitifs, elle doit communiquer cette décision

aux autorités douanières pour que celles-ci procèdent au recouvrement des droits. En outre, elle ordonne l'exécution des garanties ou la perception définitive des droits provisoires éventuellement imposés (article 51 de la Loi et articles 75 et 76 du Règlement d'application de la Loi). Si la Commission décide de ne pas imposer de mesures définitives, elle communique cette décision aux autorités douanières, en leur ordonnant de libérer les garanties ou de rembourser les droits provisoires éventuellement imposés (articles 51 et 52 de la Loi).

#### 2.4 Autres aspects procéduraux

Notifications: Toutes les décisions de la Commission doivent être notifiées personnellement aux parties intéressées, parmi lesquelles le ou les producteurs nationaux, et les importateurs, exportateurs et pays faisant l'objet de l'enquête. En outre, ces décisions doivent être publiées au Journal officiel de la République du Venezuela (article 27 de la Loi).

Droits provisoires: La Commission peut imposer des droits antidumping ou compensateurs provisoires à condition que 60 jours ouvrables au moins se soient écoulés depuis l'ouverture de l'enquête, qu'il ait été établi une détermination préliminaire positive de l'existence d'un dumping ou de subventions et du préjudice causé à la branche de production nationale, et qu'elle estime que de telles mesures sont nécessaires pour empêcher qu'un préjudice ne soit causé à la branche de production nationale au cours de l'enquête (article 19 de la Loi, article 53 du Règlement d'application de la Loi, article 7.1 de l'Accord antidumping et article 17.1 de l'Accord sur les subventions). La durée d'application des mesures provisoires ne peut pas dépasser quatre mois.

Révision judiciaire: Il peut être fait appel de toutes les décisions de la Commission devant le Tribunal administratif de première instance.

Confidentialité: Le Secrétariat technique peut considérer comme confidentiels les renseignements fournis par les parties intéressées (article 48 de la Loi).

Engagements: La Commission peut clore ou suspendre une enquête concernant un dumping ou des subventions avant de prendre une décision définitive lorsque des engagements concernant les prix ou l'élimination totale des exportations sont souscrits (article 23 de la Loi).

La Mission permanente du Venezuela saisit l'occasion pour renouveler au Secrétariat de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) l'assurance de sa très haute considération.